ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Décision du Conseil d'administration d'Engie

Question au Gouvernement n° 3364

Texte de la question

DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ENGIE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Rabault.

Mme Valérie Rabault. Monsieur le Premier ministre, ce qui s'est passé hier soir au conseil d'administration d'Engie est une honte !

Un député . Absolument !

Mme Valérie Rabault. En effet, pour la première fois dans l'histoire de notre pays,…

M. Pierre Cordier. Elle a raison !

Mme Valérie Rabault. …l'État, premier actionnaire d'une entreprise, fleuron industriel autrefois public, a été mis en minorité par le conseil d'administration de celle-ci. *(MM. Nicolas Dupont-Aignan, José Evrard et Jean Lassalle applaudissent.)* Pensez-vous que quiconque aurait osé faire subir une telle humiliation au général de Gaulle, à Georges Pompidou ou à François Mitterrand ? (Murmures sur les bancs du groupe LaREM.)

Avec ce conseil d'administration, c'est l'État qui a été humilié, et donc nous toutes et tous. Or, monsieur le Premier Ministre, c'est le Président de la République et vous-même…

M. Nicolas Dupont-Aignan. Complices !

Mme Valérie Rabault. …qui portez la responsabilité de faire en sorte que l'État soit respecté.

M. Fabien Di Filippo. L'État n'a aucune autorité !

Mme Valérie Rabault. Faire respecter l'État, c'est…

M. Fabien Di Filippo. Démissionner !

Mme Valérie Rabault. …donner une ligne claire sur la stratégie d'un groupe industriel dont il est le premier actionnaire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.)*

Vous avez dit soutenir l'opération Veolia ; votre ministre de l'économie a dit le contraire. Faire respecter l'État, c'est protéger l'argent des Français et mettre des contreparties au soutien qu'il donne.

Aujourd'hui, vous êtes moins-disant que le gouvernement libéral des Pays-Bas *(« Quelle horreur ! » sur plusieurs bancs des députés du groupe LR)* qui, lui, demande des contreparties lorsqu'il apporte son soutien. Faire respecter l'État, c'est empêcher les démantèlements opérés par certains grands groupes internationaux, comme celui que nous craignons chez Honeywell à l'usine de Laguépie.

Je vous demande une seule chose, monsieur le Premier ministre : faites respecter l'État par cette frange du capitalisme qui ne vous respecte plus. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SOC et LT.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean Castex, *Premier ministre.* Dans cette affaire comme dans les autres…

M. Thibault Bazin. C'est vrai, c'est une affaire !

M. Fabien Di Filippo. Castex, rends l'argent !

M. Jean Castex, *Premier ministre .* …l'État a veillé au respect de ses intérêts et de ceux des contribuables. Il a exprimé par son vote au conseil d'administration d'Engie la position qui est la sienne depuis l'ouverture du dossier.

M. Pierre Cordier. Il nous a dit le contraire en commission !

M. Fabien Di Filippo. Mythomane !

M. Jean Castex, *Premier ministre .* Sur cette opération, nous demandons, premièrement, la sauvegarde de l'emploi ; deuxièmement, la sauvegarde d'une logique industrielle,…

M. Pierre Cordier. Vous avez dit le contraire la semaine dernière !

M. Jean Castex, *Premier ministre .* …ainsi que l'a rappelé M. le ministre de l'économie de façon constante ;…

M. Thibault Bazin. Quelle honte !

M. Jean Castex, *Premier ministre .* …troisièmement, le respect des règles de concurrence dans les marchés d'assainissement de l'eau dans les collectivités territoriales ;…

M. Boris Vallaud. C'est un fiasco !

M. Thibault Bazin. Vous avez dit le contraire la semaine dernière !

M. Jean Castex, *Premier ministre .* …quatrièmement, le respect des règles de souveraineté, afin que ce segment stratégique demeure sous pavillon national.

M. David Habib. Bravo !

M. Hubert Wulfranc. Carton plein !

M. Pierre Cordier. Le Premier ministre n'a aucune autorité !

M. Fabien Di Filippo. Il subit tout !

M. Jean Castex, *Premier ministre .* Je rappelle à l'Assemblée nationale que la seule offre qui se soit présentée à ce jour est celle de Veolia. C'est précisément parce que nous avons demandé, par la voix de Bruno

Le Maire,…

M. Fabien Di Filippo. On l'attendait !

M. Thibault Bazin. On a peur !

M. Jean Castex, *Premier ministre .* …que les discussions soient approfondies sur ces quatre principes que nous n'avons pas donné un vote favorable à la solution retenue au conseil d'administration, hier soir. Nous demandons que les discussions se poursuivent *(Exclamations sur les bancs du groupe SOC)* pour atteindre un respect clair et net des objectifs que nous avons fixés. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

M. Boris Vallaud. Mais c'est fini !

M. le président. La parole est à Mme Valérie Rabault.

Mme Valérie Rabault. Monsieur le Premier ministre, vous avez exprimé une position et l'État a été mis en minorité.

M. Boris Vallaud. Faites-vous respecter ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SOC et GDR.)*

Mme Valérie Rabault. C'est une première dans l'histoire de la Ve République. Ce n'était jamais arrivé ! Se faire respecter passe par des actes : vous auriez pu entrer au capital de Suez si vous l'aviez voulu. Là, vous auriez créé un rapport de forces. Mais vous avez refusé le rapport de forces. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SOC et GDR et sur quelques bancs du groupe FI.)*

Données clés

Auteur : Mme Valérie Rabault
Circonscription : Tarn-et-Garonne (1re circonscription) - Socialistes et apparentés
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3364
Rubrique : Industrie
Ministère interrogé : Premier ministre
Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 7 octobre 2020
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 octobre 2020